

Villa Gillet – 17/03/2016
Intervention Romain CHAMPEL

Monsieur le Président,
Chers collègues,

Après près de 30 années d'existence, la Villa Gillet est aujourd'hui en pleine tourmente tant les questions que l'on se pose sont nombreuses :

- Comment tolérer, par exemple, que cette institution culturelle financée à plus de 90% par de l'argent public, ne fasse l'objet que de si peu de contrôles internes et externes ?
- Comment accepter que son directeur ait décidé de sa propre augmentation de salaire, le faisant progresser de 55% entre 2008 et 2013 ?
- Comment comprendre les primes et frais professionnels si fréquents et importants attribués à ce même directeur ?

Et nous avons bien d'autres questions encore... En réalité, il nous faudrait user du temps de parole de tous les groupes ne serait-ce que pour en dresser la liste.

Les rapports de la Chambre Régionale des Comptes sont accablants et ne laissent que très peu de place au doute, si bien que nous pourrions parler en l'espèce d'un véritable « Waltergate » lyonnais, pour avoir la délicatesse de ne pas le nommer !

Il apparaît ainsi que ce sont la gouvernance, la gestion et la comptabilité de la Villa Gillet dans leur quasi-totalité qui sont défailtantes, si ce n'est indécentes. Outre le fameux directeur, nombreux sont les responsables puisqu'il appartenait aux 6 financeurs publics de vérifier la bonne utilisation des 2,5 millions d'euros qu'ils versent chaque année.

En premier lieu la Région, principale collectivité à financer l'institution avec a minima une subvention globale de fonctionnement d'un montant de 600 000 €, reconduite automatiquement chaque année.

Après des années d'impuissance et de dilettantisme, la majorité précédente avait enfin pris le soin de commencer à entrouvrir un œil, en instaurant une convention

cadre de subventionnement sur la période 2014-2016, mais bien entendu cette mesurette ne suffira pas à combler toutes les carences.

Pour autant, et fort heureusement, tout n'est pas à jeter à la Villa Gillet. Son activité semble tenir son rôle et produire les effets que l'on attend d'elle. La qualité et la diversité de ses programmes sont reconnues, et la fréquentation du public augmente régulièrement tandis que les coûts par spectateurs des festivals diminuent, même si nous regrettons qu'ils ne ciblent pas davantage des publics rhônalpins et auvergnats.

Le groupe UDI défend donc une position ferme mais nuancée, et je suis certain que nous sommes nombreux ici à la partager, quelles que soient nos sensibilités politiques :

A très court terme, nous soutenons les recommandations de la CRC et nous demandons à ce que soient totalement revues la gouvernance et la gestion de la Villa Gillet, en instaurant de véritables mécanismes de suivi et de contrôle, auxquels la région participera de droit, et nous invitons par ailleurs tous les financeurs publics à siéger au Conseil d'administration.

Nous préconisons également de remettre à plat les statuts, voire la structure elle-même en la transformant par exemple en Établissement public de coopération culturelle, ce qui n'est pas dénué de sens compte-tenu de son financement presque intégralement public.

Aussi, en dehors de la 10^e édition des Assises du Roman qui a un besoin urgent de financement, le groupe UDI souhaite que la région ne continue de subventionner l'activité de la Villa Gillet qu'à ces conditions et à travers des montants largement réduits, dans la mesure où ils ne devront désormais servir qu'à financer des projets, et non plus du fonctionnement.